52 m. sa madania ya yasasa aji kimi yana dabah madani

partially a compared to the co

portant nomination des Membres de la Commission ad¹hoc chargée de connaître des faits reprochés aux Camarades :

- ZINSOU Joseph
- GANLAKI Valérien et consorts

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin ;
 - VU le décret Nº 80-39 du 12 Février 1980 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
 - VU l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et certaines infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Collectivités locales ;
 - SUR décision du Comité Permanent du Conseil Exécutif National en sa séance du 28 Janvier 1981,

DECRETE:

Article 1er. En application des dispositions de l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 susvisée, il est créé une Commission ad'hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés aux Camarades:

- ZINSOU Joseph
- AMOUSSOU Raymond
 - GNANIH C. Thomas
 - GANLAKI Valérien et tous autres Agents de 1ºOCBN impliqués dans le vol de lubrifiant et leurs complices.

Article 2 -- La composition de la Commission est la suivante :

Président : Camarade AMOUZOUN Joseph du Ministère de la Justice Populaire.

Membres : Camarades : - DOBOSSOU Raphael de l'Inspection Générale d'Etat, Section Financière,

> - ACBOTON Gérard de l'Inspection Cénérale d'Etat, Section Administrative,

- RANDOLPH Armand du Ministère du Travail et des Affaires Sociales,
- BASSOU Victor du Ministère des Finances,
- Capitaine BAGUIDI Bio des Forces Armées Populaires du Bénin,
- Lieutenant ACHIDI Calet Bertin des Forces Armées Populaires du Bénin,
- ALIDOU Boukary du Ministère des Transports et des Communications.

Article 31 La Commission qui déposera son rapport dans les quinze (15) jours qui suivront sa saisine indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisées.

Article 4 -- Le présent décret sera publié et communiqué partout où be soin sera.

Fait à COTONOU, le 24 octobre 1981

par le Président de la République, Chef de l'Etat, Président du Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations: PR 8 oc du PRPB 4 SGG 4 Président et Membres 10 .-